

LU POUR VOUS

mercredi 20 avril 2016 LE FIGARO

8 | SOCIÉTÉ

Une affiche de la CGT scandalise la police

Des syndicats demandent à Bernard Cazeneuve d'entamer des poursuites judiciaires contre les auteurs de cette campagne qui dénonce des violences policières.

DELPHINE DE MALLEVOÛE

POLICE L'affiche soulève une bronca dans le monde policier et chez les responsables politiques de droite comme de gauche. Depuis la publication sur le site internet du syndicat Info'com de la CGT, le 16 avril, d'une affiche montrant une matraque et un insigne de CRS près d'une flaque de sang, titrée « La police doit protéger les citoyens et non les frapper », la profession ne décolère pas. « Inadmissible », « choquant », « lamentable », s'époumonent les différentes organisations syndicales de la police. « Alors que le contexte, très difficile - avec le terrorisme, la crise migratoire et les manifestations 24 h/24 pour protéger les Français, et qu'il y a eu 9 millions d'appels au 17 en 2015, plus de 18 000 policiers et gendarmes blessés et 8 morts, cette communication est abjecte, irresponsable et en total décalage », s'insurge Patrice Ribero, secrétaire général de Synergie Officiers. Pour le syndicat, cette affiche « stigmatise les policiers, constitue un appel à la haine et à la violence et induit une culture de l'excuse aux fusillades ». « Nous refusons que notre image soit salie, nous demandons le retrait de l'affiche et des excuses publiques de Philippe Martinez (secrétaire général de la CGT, NDLR) », martèle Patrice Ribero. C'est lui qui, dès lundi matin, a saisi le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, pour lui demander son soutien et des poursuites judiciaires contre les auteurs de l'affiche. Aussi, le ministre a adressé à Philippe Martinez une lettre indignée et ferme, condamnant « la violence » de cette « campagne (...) choquante ». Le patron de la police, Jean-Marc Falcone, a pour sa part réagi mardi soir, dénonçant une affiche « outragante », « extrêmement choquante » et « très injuste ».

Radicalisation

Le ministre pourrait porter plainte « au nom de la police et pour les policiers », espère Jean-Claude Delage, secrétaire général du syndicat majoritaire Alliance Police nationale, qui lui « demande une réponse ferme de l'État ». Le policier indique que, le cas échéant, il « se joindra à l'action judiciaire ». Un précédent existe. En 2011, le ministre de l'Intérieur Claude Gueant avait poursuivi, aux côtés d'Alliance, le site Internet Copwatch, un réseau qui surveille les actions policières au nom d'une action citoyenne visant la transparence et les relations entre les forces de l'ordre et les citoyens. Mardi, le député (LR) Eric Giotti a également demandé à Beauvau de porter plainte contre ce comportement « indigne, honteux ». La CGT serait en l'espèce poursuivie pour diffamation, selon la loi de juillet 1881 sur la presse, indique un magistrat du parquet de Paris. « C'est une affiche violente qui outrage et met en cause la police, dit-il. L'injure publique, visant un corps constitué, est caractérisée. Elle est sanctionnée par l'article 29 : "Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est im-

puté est une diffamation (...), même si elle est faite sous forme dubitative." » Mardi, alors que la CGT tenait son congrès à Marseille, son secrétaire général Philippe Martinez a réagi à la polémique en justifiant que cette affiche ne visait pas les policiers de terrain, mais « ceux

qui les donnent ». Une réponse jugée insatisfaisante par le syndicat Unsa Police qui voit au contraire « une généralisation outrancière où tous les flics sont mis dans le même panier », rage Philippe Capon, son secrétaire général. Cette affiche ne fait ni plus ni moins que nous renvoyer à la caricature « CRS, SS ! »

Un commissaire de police s'indigne : « On nous applaudit au lendemain des attentats et maintenant on nous crache dessus parce qu'on serait violents ? » Philippe Capon se scandalise de l'ambiguïté du message : « Insister que la police serait là pour certains et pas pour

d'autres est intolérable (...). Cela traduit clairement la radicalisation de la CGT à gauche toute et sa position anti-flic. » Des reproches partagés par le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis qui a dénoncé mardi une « gauchisation » de la CGT. ■



Philippe Martinez, à Marseille, lors du 5^e congrès de la centrale. En médaillon l'affiche polémique.



Une ligne de plus en plus à gauche toute



DÉCRYPTAGE
Cécile Crouzel
crouzel@lefigaro.fr

MENACÉE par la CFDT et secouée par des dissensions internes - le rapport d'activité portant sur les trois dernières années a été adopté avec 68,7% des voix au congrès à Marseille, contre 87,5% au congrès précédent -, la CGT réagit en mettant la barre... à gauche toute. Pour preuve, Philippe Martinez, son secrétaire général, n'a pas reculé l'affiche polémique - surtout après la vague d'attentats que la France a connue en 2015 - du syndicat Info'com (salariés de l'information et de la communication de la CGT), dénonçant les violences policières. C'est dire si la ligne de la centrale de la porte de Montreuil est devenue radicale, surfant sur la vague de rejet de l'exécutif par l'opinion...

D'ailleurs, le congrès avait débuté fort hâtif avec un discours très antigouvernemental de Philippe Martinez, assimilant la politique économique et sociale du gouvernement avec celle de Nicolas Sarkozy et accusant François Hollande de reprendre, en matière de défense,

« le flambeau de Bush père et fils, de Poutine et de Netanyahu ». Le tout alors que les militants présents dans la salle conspuent le conseiller social du premier secrétaire du PS (et ancien numéro deux de l'Unsa), Jean Grosset, et encensaient Jean-Luc Mélenchon, le patron du Parti de gauche. « Il y a une gauchisation de la CGT (...) et cette affiche fait partie de ce cours gauchiste où à la fin elle se retellement radicalise qu'à la fin elle se retellement radicalise de quelques personnalités qui sont en confrontation frontale avec l'ensemble de la société », a condamné mardi sur France 2 Jean-Christophe Cambadélis, le premier secrétaire du Parti socialiste.

Se faire pardonner d'avoir appelé à voter Hollande

Toute frappante qu'elle soit, cette radicalisation est logique. Lors d'un congrès, il est courant de faire entendre aux militants, toujours plus engagés que les sympathisants, des discours plus tranchés. Le phénomène est accentué à la CGT par plusieurs facteurs. L'organisation cherche à se faire pardonner d'avoir appelé à voter Hollande en 2012. Et surtout, adopter une position dure à l'avantage de ressouder des troupes, di-

visés par les guerres intestines et ne pouvant se racrocher à aucune ligne claire, autour du plus petit dénominateur commun : la lutte des classes. C'est la stratégie qu'a développée Philippe Martinez dès son arrivée à la tête de la centrale en février 2015 et qu'il a accentuée avec l'opposition au projet de loi El Khomri.

Enfin, les années de flottement à la tête de la CGT, après la succession ratée de Bernard Thibault et l'affaire des travaux de Thierry Lepoin (l'ancien secrétaire général, contraint à la démission en janvier 2015, a été sifflé à l'évocation de son nom), ont laissé le champ libre aux plus radicaux. Des militants très à gauche qui représenteraient, selon un observateur, 25% à 30% seulement des effectifs mais qui savent se faire entendre.

En privilégiant les rapports avec la CFDT, le gouvernement n'a pas non plus aidé la CGT à se recentrer. Pourtant, cette radicalisation risque à terme d'être préjudiciable. Pour la CGT elle-même, qui se couperait encore davantage de salariés peu attirés par l'opposition systématique et toujours plus enclins à voter pour les syndicats réformistes. Mais aussi pour le climat social en France. ■

SOURCE : LE FIGARO

RETROUVEZ L'INTEGRALITE DE CET ARTICLE CI-DESSOUS

Une affiche de la CGT scandalise la police

Des syndicats demandent à Bernard Cazeneuve d'entamer des poursuites judiciaires contre les auteurs de cette campagne qui dénonce des violences policières.

DELPHINE DE MALLEVOÛÉ

POLICE L'affiche soulève une bronca dans le monde policier et chez les responsables politiques de droite comme de gauche. Depuis la publication sur le site internet du syndicat Info'com de la CGT, le 16 avril, d'une affiche montrant une matraque et un insigne de CRS près d'une flaque de sang, titrée « La police doit protéger les citoyens et non les frapper », la profession ne décolère pas. « Inadmissible », « choquant », « lamentable », s'époumonent les différentes organisations syndicales de la police. « Alors que le contexte, très difficile - avec le terrorisme, la crise migratoire et les manifestations contre la loi travail -, mobilise les policiers 24 h/24 pour protéger les Français, et qu'il y a eu 9 millions d'appels au 17 en 2015, plus de 18 000 policiers et gendarmes blessés et 8 morts, cette communication est abjecte, irresponsable et en total décalage », s'insurge Patrice Ribeiro, secrétaire général de Synergie Officiers. Pour le syndicat, cette affiche « stigmatise les policiers, constitue un appel à la haine et à la violence et induit une culture de l'excuse aux casseurs ». « Nous refusons que notre image soit salie, nous demandons le retrait de l'affiche et des excuses publiques de Philippe Martinez (secrétaire général de la CGT, NDLR) », martèle Patrice Ribeiro. C'est lui qui, dès lundi matin, a saisi le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, pour lui demander son soutien et des poursuites judiciaires contre les auteurs de l'affiche. Aussitôt, le ministre a adressé à Philippe Martinez une lettre indignée et ferme, condamnant « la violence » de cette « campagne (...) choquante ». Le patron de la police, Jean-Marc Falcone, a pour sa part réagi mardi soir, dénonçant une affiche « outragante », « extrêmement choquante » et « très injuste ».

Radicalisation

Le ministre pourrait porter plainte « au nom de la police et pour les policiers », espère Jean-Claude Delage, secrétaire général du syndicat majoritaire Alliance Police nationale, qui lui « demande une réponse ferme de l'État ». Le policier indique que, le cas échéant, il « se joind[ra] à l'action judiciaire ». Un précédent existe. En 2011, le ministre de l'Intérieur Claude Guéant avait poursuivi, aux côtés d'Alliance, le site Internet Copwatch, un réseau qui surveille les actions policières au nom d'« une action citoyenne visant la transparence des relations entre les forces de l'ordre et les citoyens ». Mardi, le député (LR) Éric Ciotti a également demandé à Beauvau de porter plainte contre ce comportement « indigne, honteux ». La CGT serait en l'espèce poursuivie pour diffamation, selon la loi de juillet 1881 sur la presse, indique un magistrat du parquet de Paris. « C'est une affiche violente qui outrage et met en cause la police, dit-il. L'injure publique, visant un corps constitué, est caractérisée. Elle est sanctionnée par l'article 29 : "Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est im-

puté est une diffamation (...), même si elle est faite sous forme dubitative." »

Mardi, alors que la CGT tenait son congrès à Marseille, son secrétaire général Philippe Martinez a réagi à la polémique en justifiant que cette affiche ne visait pas les policiers de terrain, mais « ceux

qui les doment ». Une réponse jugée insatisfaisante par le syndicat Unsa Police qui y voit au contraire « une généralisation outrancière où tous les flics sont mis dans le même panier, rage Philippe Capon, son secrétaire général. Cette affiche ne fait ni plus ni moins que nous renvoyer à la car-

cature "CRS, SS!" » Un commissaire de police s'indigne : « On nous applaudit au lendemain des attentats et maintenant on nous crache dessus parce qu'on serait violents ? » Philippe Capon se scandalise de l'ambiguïté du message : « Insinuer que la police serait là pour certains et pas pour

d'autres est intolérable (...). Cela traduit clairement la radicalisation de la CGT à gauche toute et sa position anti-flic. » Des reproches partagés par le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis qui a dénoncé mardi une « gauchisation » de la CGT. ■



Philippe Martinez, à Marseille, lors du 51^e congrès de la centrale. En médaillon l'affiche polémique. BERTRAND LANGLOIS/AFP



Une ligne de plus en plus à gauche toute



DÉCRYPTAGE
Cécile Crouzel
ccrouzel@lefigaro.fr

MENACÉE par la CFDT et secouée par des dissensions internes - le rapport d'activité portant sur les trois dernières années a été adopté avec 68,7% des voix au congrès à Marseille, contre 87,5% au congrès précédent -, la CGT réagit en mettant la barre... à gauche toute. Pour preuve, Philippe Martinez, son secrétaire général, n'a pas reculé l'affiche polémique - surtout après la vague d'attentats que la France a connue en 2015 - du syndicat Info'com (salariés de l'information et de la communication de la CGT), dénonçant les violences policières. C'est dire si la ligne de la centrale de la porte de Montreuil est devenue radicale, surfant sur la vague de rejet de l'exécutif par l'opinion...

D'ailleurs, le congrès avait débuté fort lundi avec un discours très antigouvernemental de Philippe Martinez, assimilant la politique économique et sociale du gouvernement avec celle de Nicolas Sarkozy et accusant François Hollande de reprendre, en matière de défense,

« le flambeau de Bush père et fils, de Poutine et de Netanyahu ». Le tout alors que les militants présents dans la salle conspuient le conseiller social du premier secrétaire du PS (et ancien numéro deux de l'Unsa), Jean Grosset, et encensaient Jean-Luc Mélenchon, le patron du Parti de gauche. « Il y a une gauchisation de la CGT (...) et cette affiche fait partie de ce cours gauchiste où on veut (...) une CGT tellement radicale qu'à la fin elle se regroupe autour de quelques personnalités qui sont en confrontation frontale avec l'ensemble de la société », a condamné mardi sur France 2 Jean-Christophe Cambadélis, le premier secrétaire du Parti socialiste.

Se faire pardonner d'avoir appelé à voter Hollande

Toute frappante qu'elle soit, cette radicalisation est logique. Lors d'un congrès, il est courant de faire entendre aux militants, toujours plus engagés que les sympathisants, des discours plus tranchés. Le phénomène est accentué à la CGT par plusieurs facteurs. L'organisation cherche à se faire pardonner d'avoir appelé à voter Hollande en 2012. Et surtout, adopter une position dure a l'avantage de ressouder des troupes, di-

visés par les guerres intestines et ne pouvant se raccrocher à aucune ligne claire, autour du plus petit dénominateur commun : la lutte des classes. C'est la stratégie qu'a développée Philippe Martinez dès son arrivée à la tête de la centrale en février 2015 et qu'il a accentuée avec l'opposition au projet de loi El Khomri.

Enfin, les années de flottement à la tête de la CGT, après la succession ratée de Bernard Thibault et l'affaire des travaux de Thierry Lepaon (l'ancien secrétaire général, contraint à la démission en janvier 2015, a été sifflé à l'évocation de son nom), ont laissé le champ libre aux plus radicaux. Des militants très à gauche qui représenteraient, selon un observateur, 25 % à 30 % seulement des effectifs mais qui savent se faire entendre.

En privilégiant les rapports avec la CFDT, le gouvernement n'a pas non plus aidé la CGT à se recentrer. Pourtant, cette radicalisation risque à terme d'être préjudiciable. Pour la CGT elle-même, qui se couperait encore davantage de salariés peu attirés par l'opposition systématique et toujours plus enclins à voter pour les syndicats réformistes. Mais aussi pour le climat social en France. ■